

Brochure n° 3101 | Convention collective nationale

IDCC : 992 | **BOUCHERIE, BOUCHERIE-CHARCUTERIE, BOUCHERIE
HIPPOPHAGIQUE, TRIPERIE, COMMERCES DE VOLAILLES ET GIBIERS**

Avenant n° 2 du 18 mai 2022

à l'avenant n° 61 du 4 décembre 2019
relatif au régime frais de soins de santé

NOR : ASET2250739M

IDCC : 992

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

REMALIM (CFBCT-OPEF),

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

UNSA ;

FGTA FO ;

CFTC CSFV ;

FNAF CGT ;

FGA CFDT,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Le présent avenant constitue un avenant de révision aux dispositions de l'article 26 *ter* de la convention relatif au régime frais de santé.

Il a pour objet d'aménager le maintien des garanties santé en cas de suspension du contrat de travail pour toutes les entreprises qui relèvent du champ de la convention collective nationale de la boucherie, boucherie-charcuterie, boucherie-hippophagique, triperie, commerces de volailles et gibiers (IDCC 992).

Article 1^{er} | Régime frais de santé

Les dispositions du point 3 de l'article 26 *ter* de la convention collective nationale sont remplacées par les suivantes :

« 3. **Maintien des garanties en cas de suspension du contrat de travail**

Le régime et les cotisations sont maintenus dans les mêmes conditions :

– en cas d'arrêt de travail pour maladie, congé maternité, adoption ou paternité ;

- en cas d’arrêt de travail pour accident du travail, accident de trajet ou maladie professionnelle, pour la période non couverte au titre de l’article 7.1 ;
- en cas de suspension du contrat de travail, avec maintien de salaire total ou partiel, versement d’indemnités journalières complémentaires financées au moins pour partie par l’employeur ou versement d’un revenu de remplacement par l’employeur. Ce cas concerne notamment les salariés placés en activité partielle ou en activité partielle de longue durée, dont l’activité est totalement suspendue ou dont les horaires sont réduits, ainsi que toute période de congé rémunéré par l’employeur (reclassement, mobilité...).

Les garanties sont par ailleurs maintenues pendant toutes les périodes de suspension du contrat de travail, y compris non rémunérées, qui ne dépassent pas 15 jours consécutifs. »

Article 2 | Entreprises de moins de 50 salariés et égalité femmes-hommes

Cet avenant concernant une garantie applicable à l’ensemble des salariés, il n’y a pas lieu de prévoir de dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

De même, s’appliquant de manière uniforme à l’ensemble des salariés quel que soit leur genre, il n’y a pas lieu de prévoir des dispositions spécifiques à l’égalité entre les femmes et les hommes.

Article 3 | Durée de l’avenant

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée. Il prend effet à compter du premier jour suivant la publication de son arrêté d’extension au *Journal officiel*.

Il s’incorpore à convention collective nationale de la boucherie qu’il modifie. Il est donc régi par les mêmes modalités de suivi, révision et dénonciation.

Article 4 | Formalités

Le présent avenant sera établi en nombre suffisant d’exemplaires pour être remis à chacune des parties signataires. Il sera, conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail, notifié aux organisations syndicales représentatives et au terme d’un délai de 15 jours à compter de cette notification et à défaut d’opposition, il sera procédé dans les meilleurs délais aux formalités légales en vue de son dépôt et de son extension.

Fait à Paris, le 18 mai 2022.

(Suivent les signatures.)